

applaudi, émergeait au Bénin. La presse prolifique semblait prête à assurer son rôle d'éducatrice aux valeurs nouvelles. Aujourd'hui, suite aux errements dus au manque de professionnalisme et de respect de la déontologie de ses rédacteurs, suite aussi aux manœuvres politiques dont elle est la cible, la presse béninoise dérive loin de cet objectif idéal. La crise qu'elle traverse semble liée à celle du modèle démocratique lui-même. Dès lors que la chose politi-

que est à nouveau perçue par l'immense majorité comme un moyen efficace d'enrichissement et de promotion sociale, comme l'apanage d'une élite citadine dans laquelle on ne se reconnaît pas, il est évidemment difficile aux journalistes, qui appartiennent à ce groupe dominant, de restituer leur rôle et leurs motivations.

M.-S. Frère

Le capitaine Strasser croque le pouvoir au pays des diamants

AVEC ce qu'on appelle maintenant « démocratisation » en Afrique, entamée *grosso modo* au tournant de la décennie 90, on a vite pensé que le continent est désormais à l'abri des coups d'État. Si au Mali, au Togo et ailleurs ce sont des bruits de bottes qui parviennent à nos oreilles, il ne faut pas oublier qu'au Nigeria les généraux n'ont jamais cessé d'effectuer leurs va-et-vient intempestifs sur la scène politique et qu'en Gambie, le 22 juillet 1994, des militaires ont éjecté de son siège Alhaji Sir Dawda Jawara (1). Le surprenant coup d'État du capitaine Valentine Melvin Strasser en Sierra Leone en avril 1992 semble avoir inauguré ce mouvement dont on ne peut pas dire pour le moment s'il constitue un mouvement de fond appelé à terme à s'étendre à d'autres pays africains comme dans les années 60 et 70.

Le coup d'État-surprise de Strasser

Depuis septembre 1991, le président Momoh a positionné une partie de son armée dans le Sud-Est du pays (2), à la frontière avec le Libéria, pour d'une part mater la dissidence armée du FRU (Front révolutionnaire uni) de l'ex-caporal Foday Sankah apparue en mai 1991 et pour d'autre part combattre l'avancée des rebelles du FNPL (Front national patriotique du Libéria) de Charles Taylor qui commence à y installer ses bases arrière non sans avoir fait des victimes parmi la population civile et détruit des villages entiers. Le 29 avril 1992 une soixantaine de soldats, conduits par le capitaine V.M. Strasser, commandant de la région Sud-Est, est venue du front protester à Freetown à la présidence contre leurs condi-

tions de vie, le manque d'armes, de munitions et de nourriture et réclament le paiement de sept mois d'arriérés de leur solde. Ce qui n'était au départ qu'une protestation véhémement a rapidement dégénéré en un véritable coup d'État, faisant une quarantaine de morts. Après une velléité de résistance et la prise de son palais, le président Momoh doit s'enfuir en Guinée, après sept ans de pouvoir.

La plèbe de Freetown a accueilli le coup d'État au cri de « Rédempteur » dans un enthousiasme à la hauteur de la déception qui a marqué le pouvoir Momoh. Car, l'héritage qu'il laisse est une véritable bombe à neutrons difficile à désamorcer. Venu du front pour réclamer du pain et des armes, le capitaine Strasser et ses compagnons se trouvent projetés au-devant de la scène. Si les raisons immédiates du coup d'État sont donc évidentes, il reste à évoquer le contexte dans lequel il s'inscrit pour en comprendre les raisons profondes.

Un héritage stressant pour Strasser

Le général Joseph Saidu Momoh laisse un pays en ruine — et le mot n'est pas fort — sur tous les plans, notamment économique et moral. En recevant pacifiquement en novembre 1985 le pouvoir des mains de son prédécesseur Siaka Probyn Stevens, le général Momoh avait pourtant promis de sortir la

Sierra Leone du gouffre où elle se trouvait. Bénéficiant alors d'une large popularité et réputé pour son intégrité morale, Momoh s'attaqua aux immenses maux de la société sierra-leonaise en imposant des mesures impopulaires à la population et d'autres très dures aux finances publiques conformément aux accords qu'il venait de signer avec le FMI et la Banque mondiale et dont les résultats ont été peu probants. Dans le même temps, il engagea une lutte pour la moralisation de la vie politique et la remise en ordre de l'administration, lança une révolution verte visant à donner priorité à l'agriculture et entreprit parallèlement une campagne contre la contrebande de l'or et surtout du diamant.

Les richesses naturelles dont la Sierra Leone est abondamment dotée se sont avérées, aussi paradoxalement que cela puisse paraître, de véritables handicaps pour son développement économique (3). Les choix de politique économique et une gestion clientéliste et privatiste du patrimoine national ont conduit à la paupérisation générale du pays (4). Le pari du développement fait sur le secteur minier et plus spécialement sur le diamant, sur lequel le contrôle monopoliste de l'État est inefficace, est un échec patent. Les gros profits rapides escomptés du trafic du diamant et d'autres pierres précieuses aussi bien par les individus que par l'État ont eu des conséquences désastreuses.

D'une part, un exode massif qui

(1) Lire à ce sujet E. Sall, « Gambie : le coup d'État de juillet 1994 », *L'Afrique politique 1995* (à paraître).

(2) Cette armée est aidée par les troupes de l'ECOMOG, la force d'interposition de la Commission économique des États de l'Afrique de l'Ouest, notamment les soldats ghanéens, guinéens et nigériens.

(3) Le sous-sol sierra-leonais regorge de

gisements de diamant dont le pays occupe le 10^e rang mondial, de fer de haute teneur, d'or, de rutile, de bauxite et d'autres métaux rares. Les conditions agricoles sont aussi bonnes notamment dans les plaines littorales et les vallées fluviales.

(4) Cf. R. Tangri, « Servir ou se servir ? A propos du Sierra Leone », *Politique africaine*, 6, mai 1982, pp. 5-18.

a déplacé des populations entières vers les champs diamantifères du Sud-Est, privant l'agriculture de ses bras tombant de 80 à 65 % en 1990 de la population active sans qu'augmente pour autant sa part dans le PNB pour assurer la sécurité alimentaire d'une population en pleine croissance démographique. Depuis les années 1950, date de la découverte du diamant, le pays est devenu un gros importateur de riz, son aliment de base, et doit importer de grandes quantités de céréales, comme en 1992, pour nourrir ses 4 300 millions d'habitants.

D'autre part, le diamant a permis à quelques trafiquants notoires répertoriés souvent au sein de la petite communauté d'origine libanaise de s'enrichir. Celle-ci a des intérêts très liés avec la classe politique et ses figures emblématiques sont Tony Yazbeck, Anis Koussa et surtout Jamil Said Mohammed qui ont accumulé illégalement d'immenses fortunes converties en partie en influences et en positions de pouvoir dans le système de patronage et de clientélisme politique. Freetown dans les années 70 et 80 était devenue la capitale internationale de la contrebande et du trafic du diamant et d'autres pierres précieuses.

Enfin, et plus globalement, l'engouement pour l'or et le diamant a favorisé le développement d'activités illégales et une criminalisation de la vie sociale avec la violence récurrente se traduisant par l'existence de bandes armées opérant à Freetown et dans les villes de provinces riches du territoire. Si on introduit dans cette présentation les traditionnelles statistiques sur les principaux agrégats économiques qui sont toutes négatives, on comprend que la Sierra Leone fasse partie des pays les moins développés au monde, occupant la 159^e place sur

160 selon le *Rapport sur le développement humain* de 1992 du PNUD.

Le capitaine Strasser hérite d'un pays caractérisé par une situation explosive où l'efficiencia de l'État constitue le cadet des soucis de ses dirigeants successifs qui n'ont, nonobstant les richesses naturelles du pays, jamais posé les bases élémentaires d'un développement, même grossier, et qui, pour ne rien arranger, se trouvent impliqués dans un conflit armé.

Alors, Strasser : un grand sauveur ?

Les débuts politiques du capitaine Strasser, surpris lui-même par son coup d'État, ont été promoteurs dans la mesure où ses actes et paroles semblent répondre à des attentes populaires. En présentant le 3 mai son CPNG (Conseil provisoire national de gouvernement), il met l'accent sur la reconstruction nationale, la nécessité de réforme économique et promet la démocratie pluraliste dans le meilleur délai.

Le CPNG composé de dix-neuf membres (13 militaires et 6 civils) frappe par l'inexpérience notoire de la plupart et l'extrême jeunesse de certains d'entre eux. Le nouveau chef de l'État avec ses 27 ans, le lieutenant Solomon Saj Musa, 23 ans, qui a le rang officieux de Premier ministre et Tommy Nyuma, 21 ans, gouverneur de la province Sud-Est, sont représentatifs de cette junte militaire. Les jeunes officiers insistent sur le sens civique et le respect de l'autorité, et promettent de briser la corruption et le trafic de diamant et de devises, ainsi que l'exploitation éhontée des richesses minières du pays par quelques grosses firmes étrangères (5).

(5) R. Louvre, « Révolution tranquille en Sierra Leone », *Le Monde*, 13 mai 1992.

Joignant le geste à la parole, et non sans abus de pouvoir parfois, les militaires punissent les fonctionnaires retardataires et instaurent une journée dans le mois où les Sierra-Leonais sont supposés participer à des opérations collectives de nettoyage et d'assainissement. Une commission d'enquête mise sur pied pour étudier les cas de corruption et d'enrichissement illicite sous le régime Momoh a mis en lumière l'ampleur du phénomène qui touche l'ancien Président et la plupart de ses ministres. Pour rassurer les bailleurs de fonds, le CPNG a maintenu dans leurs fonctions deux ministres du gouvernement Momoh : Ahmed Dumbuya, ministre des Affaires étrangères et Jim Funna, ministre des Finances, celui-là même qui a été l'artisan des négociations avec le FMI et la Banque mondiale. Avant le coup d'État, une aide américaine de 50 millions de dollars était promise et donc bonne à prendre. Le capitaine Strasser lui-même vit dans un baraquement militaire.

Ces actes confortent la bonne image et le capital de sympathie de Strasser au sein de la population freetownienne qui l'a surnommé « Rédempteur » et le compare volontiers à Rawlings de l'époque où il entendait imposer une révolution morale à la société ghanéenne gangrenée elle aussi par la corruption et la déroute économique et morale dans les années 70, ce Rawlings qu'il aime tant parodier en ne quittant plus le treillis militaire et les lunettes noires et à qui il a rendu sa première visite officielle en mai 1992. Mais la plèbe sierra-leonaise, économiquement sinistrée, se contentera-t-elle uniquement de ces actes symboliques qui sont loin de régler la crise sociétale profonde dans laquelle ses dirigeants l'ont enfoncée ?

... Ou alors un grand bonimenteur ?

Le 29 décembre 1992, la junte militaire annonce la découverte, la veille, d'une tentative de putsch et exécute dans la foulée 26 personnes. Ce putsch manqué, qui relèverait plutôt du surréalisme (d'avril 1992 à octobre 1993, trois coups d'État auraient été déjoués !), illustre la fragilité du nouveau pouvoir et l'exécution hâtive des auteurs présumés n'est pas non plus de nature à lui assurer les soutiens nécessaires dont il a besoin. Le CPNG a sombré dans les mêmes travers reprochés au gouvernement Momoh aussi vite et de façon aussi surprenante qu'il avait pris le pouvoir.

La vie luxueuse que mènent Strasser (qui commence sa ruée vers l'enrichissement, marié juste après le coup d'État et qui a tronqué son baraquement contre l'opulente résidence de Stevens à Juba Hill, appréciée des magnats du diamant, avec piscine olympique, hélicoptère, etc.) et les siens à Freetown a des retombées sur le moral des hommes de troupe dont les conditions matérielles n'ont guère évolué et dont les désertions alimentent l'ancienne dissidence du FRU de Foday Sankoh et la nouvelle qui regroupe les partisans de Momoh au sein du FNRD (Front national pour la restauration de la démocratie). Une jonction prévisible de ces deux dissidences armées basées dans la région diamantifère du Sud-Est peut constituer une menace durable pour le pouvoir Strasser qui n'a toujours pas trouvé de solutions adéquates aux attaques des rebelles de Charles Taylor, malgré les nombreux accords signés dans le cadre de l'ECOMOG et jamais respectés. Pour marcher sur la capitale, le FRU et le FNRD pourront trouver

au sein de la population des bandes armées et des « enfants-soldats » démobilisés en juin 1993 sous la pression de l'UNICEF. Ils continuent à harceler les forces gouvernementales autour des villes de Kenema, de Pujehun, de Koribondo et de Tongo Field. Pour montrer sa bonne volonté, le capitaine Strasser a décrété un mois de cessez-le-feu unilatéral, mais la dissidence en a profité pour accroître son avance et consolider ses positions. En s'installant dans le Sud-Est, les rebelles sierra-leonais comme ceux de Charles Taylor coupent le pouvoir Strasser de la région la plus utile du pays (diamant oblige) et peuvent tenir aussi longtemps qu'ils peuvent grâce à l'économie guerre basée sur la contrebande et le trafic illicite.

Mais on attend le capitaine Strasser qui a annoncé faire de la guerre contre les rebelles sa priorité absolue — et on le comprend — sur le front des réformes économiques et sociales. Rien de probant ne semble pour le moment venir de ce côté-là. Par contre, l'exécution expéditive des putschistes présumés a terni l'image du CPNG à l'extérieur et auprès des bailleurs dont les critiques ne cessent de s'accroître contre le régime qui, décidément, n'a rien compris au nouvel ordre mondial qui est en train de retirer aux dictateurs (africains) le droit régalien qu'ils détenaient de massacrer impunément leurs sujets. Les deux ministres, J. Funna et A. Dumbuya, qui donnaient un semblant de crédibilité au gouvernement ont été limogés après le coup d'État. La Grande-Bretagne a suspendu son aide de 6,24 millions de dollars de même que l'Italie, tandis que l'Allemagne, premier bailleur bilatéral, les États-Unis et la France ont perdu la voix et qu'au Club Med qui a de gros projets d'investisse-

ment, on a les yeux rivés sur la beauté sauvage de ce pays touristiquement encore vierge. Quant aux pays africains, même « démocratisés », cas de conscience et raclements de gorge ne sont à signaler devant cette horreur !...

Par ailleurs, les conflits internes à la junte militaire sont vite apparus au grand jour conduisant en juillet 1993 au limogeage de son numéro deux le lieutenant Solomon Saj Musa, réfugié maintenant en Grande-Bretagne. Strasser procède de temps en temps à des nettoya- ges en règle soit au sein de l'armée (par exemple en avril 1994 où le chef d'état-major, le général Jusu Gottor, nommé à ce poste au lendemain du coup d'État d'avril 1992 et plusieurs dirigeants militaires ont été mis à la retraite d'office sans aucune explication), soit au sein du gouvernement par des remaniements-surprises comme en juillet 1993 et septembre 1994.

Tout ceci pose le problème de la façon dont Strasser exerce le pouvoir qui est loin de drainer une large adhésion autour de sa personne. Si les réformes économiques tardent à venir, on attend toujours les réformes politiques. En septembre 1991, sous Momoh donc, les Sierra-Leonais avaient approuvé par référendum, après des manifestations, le retour au multipartisme supprimé depuis 1978 sous le long règne de Siaka Stevens. Si Strasser a promis la démocratie pluraliste, des élections libres et le retour au pouvoir civil, il reste cependant très vague sur ses véritables intentions, d'autant que la vie partisane est mise en veilleuse depuis son accession au pouvoir et qu'on assiste dans le même temps à des arrestations arbitraires qui emplissent la célèbre prison de Pademba Road où sont parqués les collaborateurs de

Momoh que rejoignent non seulement les auteurs des différents coups d'État présumés mais aussi des gosses soupçonnés de soutenir la rébellion. Pendant que la liberté de la presse et d'opinion est mise à mal, un culte de la personnalité se met en place avec des T-shirts et des calendriers à l'effigie du « Rédempteur », quand ce ne sont pas ses militaires qui se pavanent dans les rues de Freetown cultivant leur image machiste, affublés de leur treillis, de fusils d'assaut, de talkies-walkies et de lunettes noires comme le chef de l'État.

Il semble bien que le capitaine Strasser, après avoir goûté aux délices du pouvoir, n'est pas du tout disposé à le lâcher. Il serait en train d'élaborer une stratégie à la Rawlings pour se pérenniser au pou-

voir (6), encouragé en cela par certains membres de son entourage et surtout par sa jeune épouse Gloria, croqueuse de gloire et de diamant. Mais la montée des mécontentements et leur probable radicalisation en termes de manifestations violentes (il faut compter pour ce faire sur les très combatifs syndicats d'étudiants et de salariés) conjuguées avec la double rébellion maintenant aguerrie et avec les harcèlements des hommes de Charles Taylor risquent de mettre fin à ce pouvoir jouissif prématurément coupé des dures réalités des Sierra-Léonais qui attendent toujours le « Rédempteur ».

Comi M. Toulabor

(6) Précisons que Rawlings en prenant une seconde fois le pouvoir au Ghana à la

Saint-Sylvestre 1981 tenait à ne plus le redonner comme il avait fait en 1979.